

Malengreau (Guy), *L'esprit particulariste et la révolution des Pays-Bas au XVIe siècle (1678-1584)* ; un volume in-8° de 222 pages

Léon-E. Halkin

Citer ce document / Cite this document :

Halkin Léon-E. Malengreau (Guy), *L'esprit particulariste et la révolution des Pays-Bas au XVIe siècle (1678-1584)* ; un volume in-8° de 222 pages. In: Revue belge de philologie et d'histoire, tome 17, fasc. 1-2, 1938. pp. 383-387;

https://www.persee.fr/doc/rbph_0035-0818_1938_num_17_1_1249_t1_0383_0000_2

Fichier pdf généré le 10/04/2018

venue à Arras en 1592 pendant qu'il préparait une troisième expédition en France, épargna au plus grand et au plus loyal des serviteurs de Philippe II le témoignage de la plus noire ingratitude. Pendant qu'Alexandre Farnèse se mourait, arrivait à Bruxelles le comte de Fuentes chargé, non seulement de relever le gouverneur général de ses fonctions, mais de l'envoyer, au besoin par la force, en Espagne.

L'histoire a rendu justice à l'un des plus grands capitaines des temps modernes. Et l'œuvre magistrale de L. van der Essen y aura largement contribué. L'on pourrait peut-être regretter que cette étude analytique, poursuivie au cours de cinq gros volumes, ne soit point suivie d'une synthèse qui permette de mieux saisir la ligne principale de cette carrière aussi brillante que complexe. En tout cas L. van der Essen a véritablement épuisé le sujet et la savante étude iconographique de Francis Kelly complète heureusement la biographie d'un des « héros » de l'histoire nationale et internationale. — Gh. DE BOOM.

Malengreau (Guy), *L'esprit particulariste et la révolution des Pays-Bas au XVI^e siècle (1578-1584)*; un volume in-8° de 222 pages; Louvain, Bibliothèque de l'Université, 1936. (Université de Louvain. RECUEIL DE TRAVAUX PUBLIÉS PAR LES MEMBRES DES CONFÉRENCES D'HISTOIRE ET DE PHILOGIE, 2^e série, fascicule 36^e).

La thèse de doctorat de M. Guy Malengreau représente un bel effort d'objectivité scientifique. Lorsque l'on songe que ce livre, qui est le plus bel éloge de Guillaume d'Orange, n'est pas l'œuvre seulement d'un Belge, mais d'un élève de l'université catholique de Louvain, la loyauté de l'auteur s'affirme au-dessus de tous les éloges. Loyal, M. Malengreau l'est encore dans l'exposé du pour et du contre de sa thèse; je tiens à le dire, mes modestes objections me sont en quelque sorte suggérées par l'auteur lui-même.

Le livre que j'ai la mission d'analyser remue une telle quantité d'idées, il révèle une érudition si considérable qu'on me pardonnera de ne pas m'étendre sur ses incontestables qualités et de m'en tenir à formuler quelques réserves qui n'enlèvent rien à l'estime que tout lecteur éprouvera pour un début aussi beau dans la carrière historique.

Le sujet de ce mémoire est séduisant, actuel, mais assez mince. Du point de vue chronologique, les dates 1578 et 1584, termes retenus par l'auteur, ne se justifient pas également bien. Si, en effet, la mort de Guillaume d'Orange, en 1584, consti-

tue une limite commode, je ne vois pas pourquoi 1578 a été choisi par M. Malengreau (1). 1578, c'est l'arrivée de Farnèse aux Pays-Bas : n'eût-il pas été plus sage, — plus malaisé aussi, — de faire débiter l'enquête dix ans plus tôt, en 1568, au début de ce que nos voisins de Hollande appellent la guerre de quatre-vingts ans ?

Du point de vue logique, le sujet n'est pas seulement mince ; il est fuyant ; on croit le saisir qu'il vous échappe encore. Nul ne met en doute l'importance du particularisme dans toutes les révolutions et spécialement dans la révolution des Pays-Bas au xvi^e siècle. Comme M. Malengreau le dit fort judicieusement, « le particularisme est un fait qui s'impose et que personne ne songe à nier. Mais, si tous les historiens les reconnaissent, aucun n'a cherché jusqu'à présent à en dégager la véritable portée et à montrer la part qui lui revient dans l'échec de la révolution » (2). Voilà donc l'objet précis du mémoire : établir la responsabilité du particularisme, au cours des malheurs de la révolution des Pays-Bas, de 1578 à 1584. On devine, que poser ainsi la question, c'est la résoudre. M. Malengreau démontre d'une façon péremptoire que le particularisme a compromis Guillaume d'Orange et servi Philippe II. Mais c'est en allant plus à fond dans l'énoncé même de la question que l'intérêt croît avec la difficulté. En effet, d'une part, M. Malengreau parle d'un particularisme général, qu'il définit « un état d'esprit qui subordonne l'intérêt général à des intérêts particuliers, et ainsi met obstacle aux sacrifices et aux renoncements individuels qu'exige très souvent le bien supérieur de la communauté. Quand il s'agit de personnes, le particularisme prend le nom d'égoïsme et se place aux antipodes de l'esprit d'abnégation et de désintéressement. S'il s'agit de groupes, villes ou provinces, il s'identifie avec l'esprit de clocher ou le provincialisme et s'oppose au sentiment national » (3). D'autre part l'auteur affirme à plusieurs reprises, comme une vérité évidente, l'échec de la révolution des Pays-Bas (4).

Or à mon sens, les plus beaux aspects du sujet de M. Malengreau sont les suivants : le particularisme belge s'opposait-il à « l'intérêt général » et au « sentiment national » ? La révolution des Pays-Bas a-t-elle échoué ? Je crains que, sans

(1) P. 208, l'auteur adopte 1577 comme point de départ.

(2) P. 14.

(3) P. 12-13. — Qui a mission de définir l'intérêt général dans un pays où le sentiment national est encore en gestation ?

(4) P. 11, 12, 13, 213, etc.

s'en rendre compte, l'auteur n'obéisse à un certain nationalisme dans les mots, ou, tout au moins, qu'il ne respecte le mythe du progrès national considéré comme inéluctable et obligatoire. Il y a toute une philosophie là-dessous, celle des « grands empires », des « accroissements territoriaux », de la « centralisation politique » (1). Cette doctrine vague nous imprègne tous, car elle traîne dans les manuels et c'est encore elle que ressassent de grands et respectables quotidiens. Certes, elle peut intéresser la science politique, mais l'histoire doit la dépasser. Pour l'historien, la grandeur d'un État ne se mesure pas à l'étendue de son territoire, au nombre de ses conquêtes ou à la rigueur de sa centralisation ; il est d'autres critères de progrès et de civilisation ! Existe-il un État plus moderne que la Suisse, avec son fédéralisme libéral, ses cantons du Moyen Age, et pas plus de colonies que de ports de mer ? Et la Suède et la Norvège, ont-elles perdu quelque chose en sacrifiant le rêve d'une grande puissance scandinave à la réalisation de leur autonomie nationale ? Enfin, — ceci à titre d'exemple seulement, — les événements actuels indiquent que *les Espagnes* auraient pu vivre là où une Espagne absolutiste (rouge ou blanche) ne peut conquérir l'unité qu'en envoyant à la mort des milliers d'hommes libres.

Aux Pays-Bas, la révolution du xvi^e siècle, M. Malengreau le dit lui-même, « n'a pas été, comme certains l'ont cru, la révolte de l'État bourguignon contre la domination espagnole... Unies en fait sans l'être dans leur idéal, les dix-sept provinces dans leur majorité sont toujours restées foncièrement opposées à toute centralisation. C'est même cette absence, dans la grande masse des insurgés, de tout esprit constructif de caractère national, qui donne à la révolution des Pays-Bas au xvi^e siècle son visage propre » (2). Il ne s'agit donc pas d'un particularisme consciemment anti-national. On peut aller plus loin et observer que le particularisme qui a caractérisé l'évolution des Pays-Bas au xvi^e siècle n'est pas un particularisme quelconque ; c'est le particularisme religieux qui opposa provinces du Nord et provinces du Sud. A cet égard, que l'on relise les pages admirables de Henri Pirenne, que M. Malengreau signale d'ailleurs avec une belle franchise. La révolution des Pays-Bas avait débuté sous le signe de la tolérance. Guillaume d'Orange n'avait rien d'un fanatique et il était aussi capa-

(1) La conception « grande néerlandaise » de l'histoire est trop séduisante pour ne pas influencer même des écrivains étrangers à toute préoccupation polémique.

(2) P. 211.

ble que désireux de s'entendre avec les catholiques. Mais ses lieutenants, ses alliés et ses troupes, — comme, de l'autre côté du « front », les bandes espagnoles, — firent preuve d'un sectarisme irréparable. « Orange écrit Pirenne, ne peut se confiner dans un rôle purement politique. Les gueux du Nord, qui lui ont fait la place qu'il va occuper, sont pour la plupart de fougueux calvinistes... Il ne peut se passer de leur concours. Il doit vivre et mourir avec eux ; et quel moyen dès lors de résister à leurs exigences ? ... Et même alors la liberté de religion demeurera son idéal. Non seulement il lui reste fidèle par conviction personnelle, mais il la considère comme une garantie indispensable de succès pour sa politique d'union. Il y voit la seule chance dont il dispose pour entraîner dans un même mouvement les réformés et les catholiques des dix-sept provinces. Jusqu'au bout il n'a cessé de nourrir ce rêve que l'intransigeance confessionnelle devait l'empêcher de réaliser. Il n'a pas compris qu'au temps où il vivait la question religieuse l'emportait sur la question nationale et condamnait ses efforts à un échec inévitable » (1).

Avec Pirenne, M. Malengreau juge que la révolution des Pays-Bas a échoué parce que les projets d'unification et d'autonomie des dix-sept provinces ont échoué. Compte-t-il pour rien la naissance d'une nation nouvelle, la république des Provinces-Unies ? Mais, me dira-t-on, la révolution a échoué en Belgique. Il est vrai, si l'on estime que « l'intérêt général » poussait la Belgique dans les bras des futures Provinces-Unies. Il ne faut pas le perdre de vue ; le xvi^e siècle ne s'était pas écoulé que la révolution des Pays-Bas connaissait un aboutissement que n'avaient prévu ni le Taciturne, ni Farnèse : deux États indépendants, les Provinces-Unies avec Maurice d'Orange, les Pays-Bas catholiques soumis à Albert et Isabelle. Cette solution ne dura point, mais elle était viable, et c'est, en gros, le statut que nous connaissons depuis 1830.

En terminant, j'ajouterai que le livre de M. Malengreau est bien écrit et se lit agréablement. Les quelques réserves qui précèdent ne m'empêchent pas d'apprécier la valeur d'un travail consciencieux, remarquable par l'abondance des vues synthétiques et l'étendue de l'information. Je ferai volontiers mienne l'ultime conclusion de l'auteur : « En admettant que la constitution d'un État indépendant groupant les dix-sept

(1) *Histoire de Belgique*, t. IV, p. 36-37 ; voir aussi p. 151. — M. Malengreau s'exprime d'une façon conforme à ces vues, entre autres, p. 206, 214. — P. 109, il me semble avoir mal interprété un passage de Pirenne, *op. cit.*, t. IV, p. 171.

provinces fut réellement l'idée maîtresse des chefs de la révolution, celle-ci — les faits que nous avons rapportés sont caractéristiques à cet égard — fut non seulement prématurée mais même chimérique. Elle devait fatalement se heurter à l'esprit particulariste que ni les ducs de Bourgogne, ni Charles-Quint, ni Guillaume d'Orange n'étaient parvenus à vaincre. Dressée aux antipodes du sentiment national, cette mentalité était restée traditionnelle aux Pays-Bas et devait rendre vains les efforts du Taciturne. Entreprendre une révolution nationale avant qu'existât la nation, c'était tenter une entreprise impossible »⁽¹⁾. — LÉON-E. HALKIN.

Fagniez Gustave. *La Femme et la Société française dans la première moitié du XVII^e siècle.* Paris, Librairie universitaire J. Gamber, 1929, 397 pages.

Ce livre est la dernière œuvre du vaillant érudit que fut Gustave Fagniez, à qui l'on doit tant de travaux distingués sur la première moitié du xvii^e siècle. Il est en quelque sorte le très utile complément de son ouvrage : *L'Économie sociale de la France sous Henri IV*. Les quatre premiers chapitres, qui traitent de « la Femme et l'éducation », « du Mariage », de « la Vie professionnelle », de « la Femme dans la famille » ont paru d'abord en articles dans la *Revue des Deux-Mondes*. Les trois suivants, publiés en études séparées par la *Revue des Questions historiques*, s'adressent plus particulièrement aux spécialistes ; ils ont pour sujets : « La comédienne dans la première moitié du xvii^e siècle », « L'assistance publique et la charité féminine », « La renaissance catholique et la dévotion féminine ». L'auteur lui-même, avant de mourir, a eu le temps de les revoir et d'y faire quelques additions.

Dans le chapitre relatif à l'éducation, l'auteur montre l'enseignement féminin dominé par « la méfiance de la nature féminine, la préoccupation de la prémunir contre les entraînements », dépourvu de toute culture intellectuelle et sacrifiant l'instruction proprement dite à la connaissance et à la pratique des devoirs religieux, à l'étude du savoir-vivre et des arts d'agrément. Dans celui traitant du mariage, il note la fréquence des enlèvements de filles mineures, le grand nombre de mariages précoces, que l'opinion courante a d'ailleurs exagéré, la prédominance considérable des mariages de raison ; il conclut qu'entre 1598 et 1648, la théorie légale du mariage a achevé de se fixer, une distinction entre le contrat et le sa-

(1) P. 215.